

## **La contribution de la protection sociale à la croissance économique - Perspectives sur le Sénégal**

### **A. Introduction**

**1. Les mesures de protection sociale sont un élément essentiel de la vie, étant donné le risque inévitable et les vulnérabilités de l'existence humaine.** La protection sociale peut être définie comme des initiatives privées (formelles et informelles) et publiques qui relient les hommes et les femmes aux marchés du travail, réduisent l'exposition des personnes aux risques, et améliorent leur capacité à se protéger contre les risques et la perte de revenus qui menacent leur bien-être présent et futur. Les mesures de protection sociale comprennent généralement les politiques et programmes du marché du travail, l'assurance sociale (pensions, chômage et assurance-maladie, etc.), l'aide sociale et les filets sociaux, ainsi que des interventions ciblées visant à promouvoir l'accès aux services par les communautés et les ménages pauvres.

**2. L'importance du rôle protecteur des interventions en matière de protection sociale est largement reconnue.** Les réseaux familiaux, les associations communautaires et religieuses, les compagnies d'assurance privées et les politiques et programmes de protection sociale du secteur public jouent un rôle en aidant les ménages à gérer les risques et répondre aux chocs inévitables et souvent aléatoires de la vie. En raison de son rôle dans la protection des groupes vulnérables, la protection sociale est souvent considérée surtout comme un instrument de redistribution. L'effet sur l'équité sociale, que ce soit dans la pauvreté ou le revenu ou un meilleur accès aux services et emplois, est considéré comme une contribution fondamentale de la protection sociale. Cependant, il est question de savoir si cela se fait au détriment de la croissance économique, dans le vieux débat de la croissance économique par rapport aux capitaux propres. Des ressources qui auraient pu servir à promouvoir la croissance économique, comme les investissements dans les infrastructures ou le développement des marchés, sont plutôt utilisées comme 'des subventions' et sont donc considérées comme un coût d'opportunité.

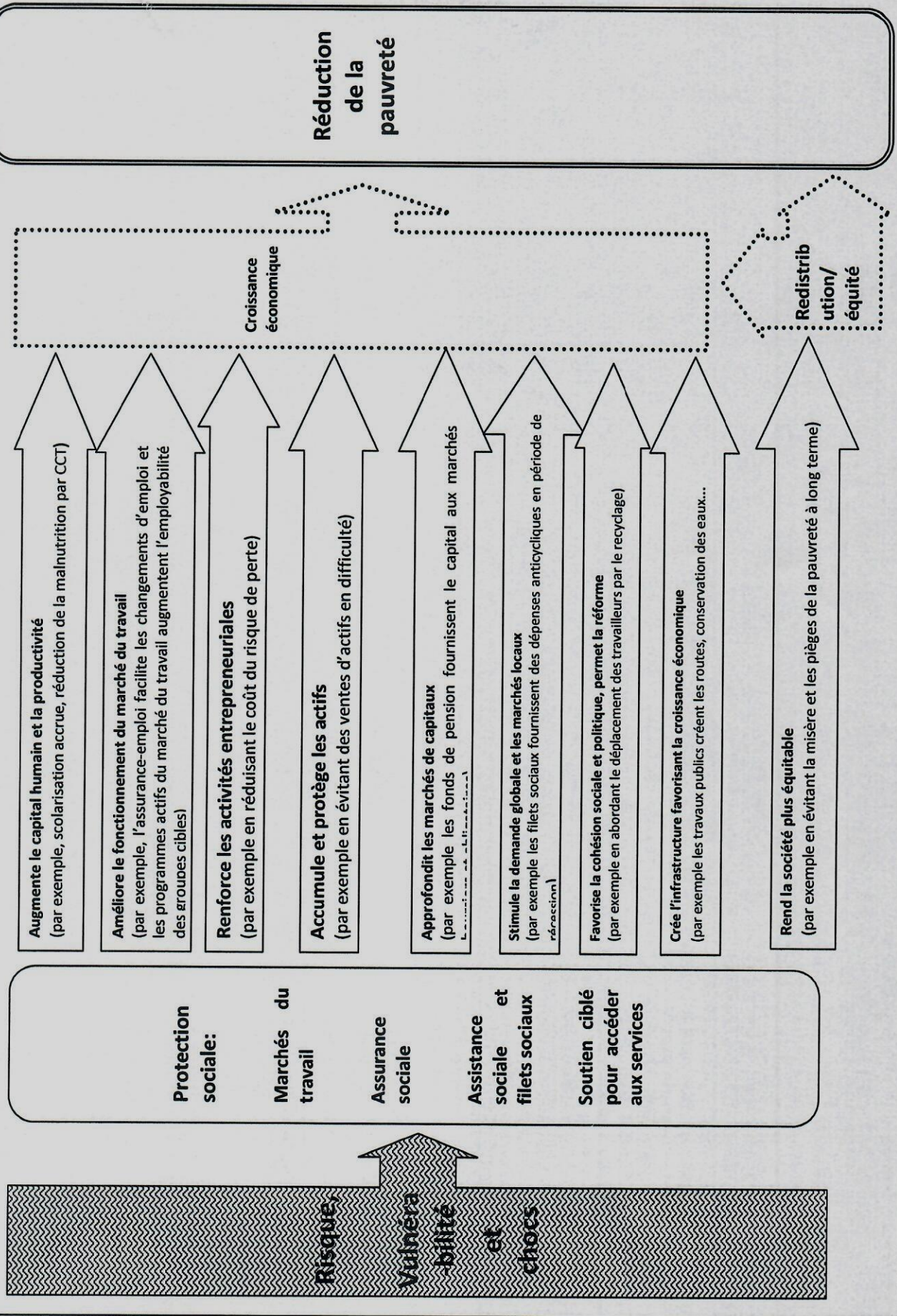
**3. Il est aujourd'hui de plus en plus admis que la protection sociale contribue directement à la croissance économique.** Cela est vrai au niveau mondial et dans le contexte africain. L'Union africaine a lancé "l'Appel à l'action" de Livingstone en 2006, appelant tous les pays africains à disposer d'un socle élémentaire de programmes de protection sociale. L'UA a également estimé qu'en fournissant directement des revenus aux pauvres, ces programmes peuvent stimuler la croissance économique nationale. Cette note technique résume l'état de la compréhension globale des liens entre la protection sociale et la croissance économique. Elle identifie ensuite le potentiel des mesures de protection sociale visant à promouvoir la croissance économique dans le contexte du Sénégal.

## **B. Compréhension globale du lien entre la protection sociale et la croissance économique**

### **La protection sociale peut directement contribuer à la croissance économique**

4. Il y a de plus en plus de raisons de penser que la protection sociale peut agir comme un contributeur direct à la croissance économique. La protection sociale comprend un large éventail de programmes et de politiques. Chacun peut contribuer à la croissance économique de plusieurs façons. Les principaux axes par lesquels la protection sociale peut contribuer à la croissance économique sont prévus dans le schéma de la Figure 1 et détaillées ci-dessous:

**Figure 1: Protection sociale, Croissance économique et Réduction de la pauvreté— Une vue schématique**







- a) **Augmentation du capital humain et la productivité.** Dans les modèles de croissance économique, le capital humain est généralement considéré comme un facteur de production à part entière et permet donc une contribution directe à la croissance économique<sup>1</sup>. Il est également prouvé qu'une amélioration de l'état nutritionnel et de santé contribue également à la croissance économique grâce à l'augmentation de la productivité du travail<sup>2</sup>. Les programmes de protection sociale accroissent le capital humain de plusieurs façons. Par exemple, les évaluations d'impact ont révélé une diminution de 27% des taux de malnutrition grâce à un soutien nutritionnel à travers le Fonds d'Action Sociale du Malawi. Les transferts monétaires conditionnels ont été mis en place pour accroître la scolarisation et développer l'utilisation des services de santé tels que les vaccinations et les soins prénataux dans presque tous les pays où ils ont été introduits. Les transferts sociaux destinés aux ménages touchés par le VIH SIDA en Zambie ont contribué à améliorer la consommation de repas bien équilibrés et réguliers et réduire l'incidence de la maladie<sup>3</sup>. Et, une étude récente d'un programme de transferts monétaires destinés aux jeunes filles âgées de 13 à 22 ans au Malawi, basée sur la fréquentation scolaire régulière, a constaté que les filles restent à l'école plus longtemps et avaient une prévalence de VIH-sida de 60% plus faible que les groupes témoins<sup>4</sup>. De multiples évaluations, y compris l'utilisation des méthodes de conception expérimentale, ont montré l'impact des programmes d'alimentation scolaire sur l'amélioration de la scolarité. En outre, le programme portant sur les filets sociaux et l'assurance sociale peut également protéger les ménages contre l'érosion de leur capital humain en fournissant des ressources qui font que les ménages n'auront pas à se tourner vers des stratégies d'adaptation négatives, comme sortir les enfants de l'école ou consommer des aliments moins nutritifs, ou se priver de services de santé, en période de détresse économique.
- b) **Amélioration du fonctionnement du marché du travail et une meilleure productivité du travail.** Les programmes et politiques du marché du travail aident à stimuler la croissance économique en créant une plus grande flexibilité et capacité chez les travailleurs. L'accroissement des opportunités pour les hommes et les femmes à s'engager dans un emploi productif et sûr augmente les revenus. Les interventions actives sur le marché de l'emploi, comme la formation professionnelle, le soutien à la recherche d'emploi, ou l'apprentissage créent une plus grande employabilité de la main-d'œuvre et augmentent les taux de participation. Il a été constaté que certains programmes de formation des jeunes ont beaucoup plus d'impacts positifs dans les pays en développement que dans les pays industrialisés<sup>5</sup>. Les programmes de travaux publics fournissent d'importants revenus temporaires et l'expérience professionnelle qui peuvent accroître les compétences et l'expérience, créant un accès futur au marché de l'emploi chez les travailleurs non qualifiés. Dans l'ensemble, pour la région de l'OCDE, l'analyse statistique montre une forte corrélation positive entre les dépenses sociales par habitant de la population et la productivité du travail mesurée par le PIB par heure travaillée<sup>6</sup>. En outre, les politiques du marché du travail qui permettent d'éviter certains

types d'exploitation au travail peuvent favoriser la croissance économique à long terme. Par exemple, s'il n'est pas pris en charge, le travail des enfants conduit à un faible niveau d'instruction et, pour les filles, un mariage précoce, qui créent des risques de pauvreté dans l'avenir et freinent les taux de participation économique<sup>7</sup>. Les transferts monétaires conditionnels ont permis de réduire la fréquence et l'intensité (nombre d'heures) du travail des enfants. Par exemple, la prévalence du travail des enfants au Nicaragua a été réduite entre 3 à 5 points de pourcentage en raison des effets d'un programme de transferts monétaires conditionnels avec des résultats similaires signalés au Bangladesh, au Brésil, en Colombie et au Mexique<sup>8</sup>.

c) **Développement d'activités entrepreneuriales** (moins d'aversion au risque). Des études menées en Inde et en Afrique montrent que les ménages pauvres déploient leurs biens de façon plus conservatrice que les ménages riches, leur taux de rendement de l'actif est de 25 à 50% de moins<sup>9</sup>. Le soutien financier supplémentaire et la caution des filets sociaux prévisibles ainsi que les caractéristiques de la mise en commun des risques de l'assurance sociale peuvent aider les pauvres à prendre davantage de risque d'investissement, produisant généralement des rendements plus élevés. En outre, la menace des chocs sans accès à la protection sociale peut amener les ménages pauvres à être réticentes pour accéder au crédit en raison de craintes de l'incapacité de rembourser. Les plans d'atténuation des risques tels que les programmes d'assurance ou les filets sociaux, peuvent augmenter les taux de croissance et réduire la volatilité de la croissance. Sur une plus petite échelle, des instruments d'atténuation des risques peuvent également se traduire par une meilleure productivité agricole, de nouvelles entreprises, ou l'extension de l'activité économique. Par exemple, des données du Plan de garantie d'emploi (EGS) au Maharashtra, en Inde montrent que le programme a encouragé les agriculteurs à prendre davantage de risques en plantant des variétés à haut rendement. Les composantes ciblées de la micro-finance et la génération de revenus de nombreux programmes de protection sociale peuvent créer des entreprises durables détenues par les ménages. La génération de revenus pour le Programme de développement des groupes vulnérables au Bangladesh combine les transferts alimentaires avec le microcrédit, amenant plus de 90% de participants engagés dans le microcrédit à financer des activités économiques après que le cycle alimentaire de deux ans a été complété<sup>10</sup>. Au terme du projet, grâce au Fonds social de soutien à la micro-finance au Bénin, environ 100.000 personnes, dont 76.000 femmes, ont augmenté ou stabilisé leurs revenus en raison de l'accès au crédit facilité par le programme.

d) **Accumulation (et protection) des actifs**. L'accumulation d'actifs est un élément important pour la croissance économique. Un stock minimum d'actifs est nécessaire pour accumuler de la richesse au fil du temps. Dans la mesure où les interventions en matière de protection sociale peuvent aider les pauvres à accumuler des biens tangibles et pas seulement couvrir la consommation d'aujourd'hui, les perspectives de croissance économique sont renforcées. Non seulement les actifs deviennent la base pour de futurs investissements, mais ils protègent aussi les ménages contre les

chocs. L'élevage a joué ce rôle traditionnellement dans de nombreuses régions de l'Afrique. Les transferts monétaires et les revenus des programmes de travaux publics peuvent aider les ménages à construire leurs actifs. Par exemple, le Programme de filet de sécurité productif en Ethiopie a considérablement réduit la vente en catastrophe de bétail chez les ménages touchés par la sécheresse comparativement aux groupes témoins, et les ménages participant aux travaux publics ont connu une croissance nette de 0,28 unité bovin tropical (UBT) dans les exploitations d'élevage.

- e) **Approfondissement des marchés des capitaux.** Les marchés des capitaux et le développement du secteur financier sont des contributeurs essentiels à la croissance économique. Les données empiriques provenant de 49 pays de 1976 à 1993 constatent que les pays avec des marchés financiers sains et en pleine expansion semblent avoir de meilleures perspectives de croissance économique<sup>11</sup> à long terme. Les fonds de retraite et les compagnies d'assurance vie sont les principaux fournisseurs de capitaux à long terme, créant une base financière relativement non-volatile pour les marchés boursiers, les obligations et les marchés des actions, ce qui contribue à promouvoir la croissance économique. Par exemple, une étude menée au Ghana a constaté que ces dernières années le marché boursier a été la plus importante source de financement externe à long terme pour les entreprises, avec de nouveaux enjeux du financement par capitaux propres de 41% de la croissance de l'actif total de l'entreprise<sup>12</sup>.
- f) **Stimule la demande et développe les marchés locaux.** Les pays développés ont recours depuis longtemps aux dépenses publiques anticycliques sur les infrastructures et les services comme un outil efficace pour fournir les bases d'un redressement rapide et la création d'emplois. Les dépenses de filets sociaux sont souvent augmentées en période de ralentissement économique non seulement pour protéger les pauvres mais aussi pour soutenir la demande globale et protéger la reprise économique et la croissance. Une récente étude du FMI montre qu'en moyenne, pour toutes les économies, des mesures de stimulation discrétionnaires équivalant à 1% du PIB du pays sont associées à une augmentation du PIB d'environ 0,1 à 0,2% au-dessus du montant de l'investissement initial<sup>13</sup>. L'expérience internationale montre que les pays avec des filets sociaux efficaces, qui ciblent stratégiquement les plus pauvres, sont les plus aptes à répondre à la crise. Les effets locaux des dépenses de protection sociale peuvent être observés à la suite de transferts monétaires ou travaux publics fondés sur des liquidités. Cela se fait en injectant de l'argent dans les marchés locaux et en renforçant le pouvoir d'achat des ménages pauvres, qui ont tendance à acheter des produits<sup>14</sup> locaux fabriqués à l'intérieur du pays.
- g) **Facilite le développement des infrastructures.** Il existe une littérature bien documentée sur la relation entre l'investissement dans les infrastructures et la croissance<sup>15</sup>. L'infrastructure stimule l'économie de deux façons - en fournissant des



emplois directs et l'achat de biens et services au cours de la phase de construction et une deuxième série d'impacts résultant de l'accroissement des activités économiques (transport, utilisation des services, etc.) qui stimulent davantage l'emploi et la production. Selon une étude, la différence dans l'utilisation efficace des ressources en matière d'infrastructure explique près de 25% de l'écart de croissance entre l'Afrique et l'Asie orientale, et plus de 40% de l'écart de croissance entre les pays à faible/forte croissance<sup>16</sup>. Les programmes de protection sociale, comme les travaux publics, les fonds sociaux et d'autres programmes de protection sociale ciblés créent souvent des infrastructures, soit en tant que mécanisme de création d'emplois temporaires avec des avantages productifs soit comme un moyen de renforcement des biens et services communautaires au sein des populations mal desservies. Par exemple, les investissements d'infrastructure du Fonds de développement social au Sénégal dans les communautés rurales les plus pauvres ont fourni suffisamment d'infrastructures de base que 17 pour cent des villages participants ont été sortis de la pauvreté absolue telle que mesurée par un indice composite de satisfaction des besoins essentiels<sup>17</sup>. Le PSNP de l'Éthiopie a financé la réhabilitation de plus de 167.000 hectares de terres par des fermetures de zones, 275.000 km de diguettes en terre, et la plantation de près de 900 millions de semis, ce qui contribuera à atténuer les effets des sécheresses à venir.

- h)* **Renforce la cohésion sociale et politique.** Les mesures de protection sociale contribuent à soutenir les structures sociales et politiques de la société. Les sociétés sortant d'un conflit ont utilisé des programmes de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) et la protection sociale communautaire pour maintenir la paix et reconstruire le capital social déchiré, composante importante pour rétablir la croissance économique. La protection sociale assure une plus grande équité et opportunité aux éléments vulnérables et marginalisés de la société et renforce donc le contrat social sous-jacent qui fournit une plus grande stabilité au système. Elle renforce également les éléments les plus volatils de la société qu'ils ont un intérêt dans la voie menant au développement d'un pays.
- i)* **Rend possible des réformes économiques difficiles.** Les réformes économiques créent souvent des gagnants et des perdants et des frais de transition que les mesures de protection sociale peuvent aider à diminuer. Des programmes comme le recyclage des travailleurs et les indemnités de licenciement ont été des éléments importants dans la restructuration des entreprises industrielles et publiques, permettant la mise en place d'arrangements productifs plus efficaces. En Indonésie, une série de réformes économiques difficiles a été soutenue par la fourniture de filets sociaux, contribuant ainsi à renforcer la légitimité des réformes<sup>18</sup>.
- j)* **Rendre d'autres secteurs plus efficaces et efficaces.** Dans la mesure où l'éducation, la santé et l'agriculture contribuent à la croissance économique, les mesures de protection sociale peuvent améliorer leurs résultats. Les mesures de protection sociale telles que les transferts monétaires pour faciliter l'accès des ménages à la

santé et à l'éducation soutiennent la demande dans la réalisation des objectifs sectoriels et la réalisation des OMD. Par exemple, les transferts monétaires sont un complément important à l'extension de la couverture des écoles primaires pour atteindre l'éducation primaire universelle. L'agriculture peut également être positivement affectée par les interventions en matière de protection sociale. Par exemple, le Projet de récupération d'urgence contre la sécheresse en Zambie a rétabli la viabilité économique de près de 200.000 agriculteurs de subsistance touchés par la sécheresse, ce qui entraîne des rendements plus élevés et une plus grande diversification des cultures, en aidant les pays à atteindre ses objectifs agricoles. En Éthiopie, il y avait des effets d'interaction importante entre un programme de travaux publics et un programme d'intrants agricoles. Le revenu offert par les emplois dans les travaux publics ainsi que le programme d'intrants agricoles n'ont pas directement influé sur la production des agriculteurs. Toutefois, lorsque le ménage a reçu les deux programmes, il y a eu de grands impacts sur la productivité - des augmentations de plus de 200 kg/hectare<sup>19</sup>.

**k) La protection sociale peut également contribuer à la croissance indirectement à travers son effet sur l'équité.** En fournissant des ressources directement aux personnes pauvres ou vulnérables, les programmes de protection sociale sont un élément clé des politiques de redistribution d'un pays qui peuvent contribuer à réduire l'inégalité des revenus. Il y a toujours eu des débats sur la question de savoir si l'inégalité est soit bonne ou mauvaise pour la croissance économique. Une étude de la Banque mondiale a conclu que de plus en plus de preuves soutiennent 'qu'il n'y a pas de compromis intrinsèque entre la croissance globale à long terme et l'équité sociétale'<sup>20</sup>. En effet, l'inégalité peut négativement impacté sur la croissance économique si elle conduit à l'instabilité politique, la fuite des capitaux ou l'augmentation de la volatilité économique. Les programmes de protection sociale peuvent réduire les inégalités à bien des égards. Les transferts directs, comme les pensions sociales aux personnes âgées, ont réduit l'incidence de l'écart de pauvreté, par exemple de 13% en Afrique du Sud et de près de 8% au Brésil<sup>21</sup>.

**5. Dans l'ensemble, des recherches récentes montrent que les dépenses de protection sociale sont bonnes pour la croissance économique.** Cela peut être d'autant plus important pour les pays à très faibles niveaux de dépenses de protection sociale. Une récente étude de la Banque mondiale sur les données internationales pour la période 1996-2009, a constaté que les dépenses moyennes des filets sociaux ont varié de 0,75% du PIB pour les pays à faible revenu à 5,82% du PIB pour les pays<sup>22</sup> à revenu élevé. En outre, il y avait une association solide entre les filets sociaux et la croissance économique. Cela implique qu'à l'intérieur des pays, des changements au niveau des dépenses sur les filets sociaux sont positivement associés aux changements dans la croissance.

**6. En plus de ces effets positifs potentiels sur la croissance économique, la protection sociale peut réduire la pauvreté chronique.** Depuis 2006, la proportion de ménages bénéficiaires du programme de transfert monétaire au Kenya en faveur des orphelins et enfants vulnérables au Kenya est passée de 37 à 21 %<sup>23</sup>. Cela est fait directement en fournissant aux ménages des

ressources en espèces ou en nature si nécessaires ou en facilitant leur accès aux emplois bien rémunérés et plus productifs. L'accroissement des programmes de protection sociale peuvent avoir un impact sur les indicateurs nationaux de pauvreté. Le programme brésilien de transfert monétaire, *Bolsa Familia*, est le plus important programme de transferts monétaires conditionnels dans le monde, atteignant plus de 11 millions de foyers ou un quart de la population du Brésil (trois-quarts d'un nombre estimé de familles pauvres). Au cours de la dernière décennie, le Brésil a connu une amélioration remarquable rapide de la répartition des revenus due principalement à la réduction de la pauvreté extrême. Cette amélioration de l'inégalité des revenus peut s'expliquer en grande partie par le développement des programmes de protection sociale au Brésil. En particulier, des études ont constaté que *Bolsa Familia* a été responsable d'un cinquième de la baisse de l'inégalité. Un autre quart des baisses des inégalités ont été dues aux ajustements dans le socle de protection sociale liés au salaire minimum<sup>24</sup>.

**7. La protection sociale mise en œuvre de manière effective peut non seulement réduire la pauvreté chronique d'aujourd'hui, mais est un outil important pour briser les pièges de la pauvreté intergénérationnelle.** Les chocs à court terme et les ralentissements de l'activité économique peuvent avoir des conséquences durables par la création de pièges de la pauvreté, rendant la croissance économique future moins probable. Des profits peuvent s'avérer importants à la politique de protection sociale qui crée un filet de sécurité productif pour les personnes vulnérables pour les empêcher de tomber dans un piège de la pauvreté du à la perte d'actifs<sup>25</sup>. En Ethiopie rurale sujette à la sécheresse, il a été constaté que ceux qui avaient beaucoup souffert de la famine des années 1984-85, la plus grave dans l'histoire récente, connaissaient encore des taux de croissance plus faibles de la consommation dans les années 1990, une période de reprise globale, comparativement à ceux qui n'ont pas été sérieusement touchés par la famine<sup>26</sup>. Au Zimbabwe, les enfants exposés à la guerre civile précédant l'indépendance et les sécheresses qui ont eu lieu au début des années 80 étaient plus susceptibles d'être retardés à l'âge préscolaire, avaient une stature réduite à la dernière période de l'adolescence, et complété une scolarité moins formelle, conduisant à une réduction des revenus au cours de leur vie<sup>27</sup>.

**La protection sociale est-elle toujours bonne pour la croissance?**

**8. Alors que les politiques et programmes de protection sociale peuvent fortement contribuer à la croissance économique, et l'absence de telles interventions peuvent présenter un frein à la croissance, ce n'est pas nécessairement le cas que les interventions en matière de protection sociale favorisent toujours la croissance économique.** Il y a plusieurs circonstances où le risque de protection sociale pour soutenir la croissance économique n'est pas réalisé:

- a) **Surimposition.** Lorsque les efforts de protection sociale globale sont élevés et sont financées sur ressources intérieures grâce à l'augmentation des impôts, l'effet négatif des taux d'imposition élevés peut subjuguer les effets positifs de la protection sociale sur la croissance économique. Pour preuve, on pourrait se référer à l'expérience des pays de l'OCDE, où les dépenses de protection sociale représentent environ entre la moitié et les trois cinquièmes des dépenses totales du

gouvernement. Une étude a révélé qu'aux niveaux de 18-19% du PIB, l'augmentation des dépenses de protection sociale a entraîné une baisse des taux de croissance économique<sup>28</sup>.

- b) **Désincitations au travail.** Des exemples dans la littérature économique incluent lorsque les niveaux de prestation de l'assurance sociale ou chômage créent un effet dissuasif pour les personnes en recherche de travail. Cela n'a pas été considéré comme un effet de tous les programmes de transferts monétaires étudiés à ce jour (voir paragraphe ci-dessus 4.b) et a été davantage lié aux généreuses prestations de chômage à long terme dans plusieurs pays de l'OCDE où les prestations sont perdues pour trouver un emploi. Il existe peu de programmes de ce type dans les pays en développement.
- c) **Insuffisance des transferts (en quantité, couverture ou opportunité).** Les programmes de protection sociale doivent être suffisamment fiables, avec des niveaux de prestations adéquats et la probabilité de couverture pour fournir des mesures incitatives pour modifier les comportements. Un des problèmes communs avec les programmes de protection sociale dans les pays en développement sont que les efforts sont souvent dispersés dans de nombreux programmes à petite échelle, qu'ils soient gérés par le gouvernement, les donateurs ou les ONGs, qui ne fournissent pas une couverture d'assurance suffisante. Même dans les programmes à plus grande échelle, les impacts sur les actifs et le bien-être des ménages semblent être très sensibles au rendement du programme. Par exemple, l'évaluation de l'impact du PSNP en Éthiopie, le filet social le plus important en Afrique, a révélé des différences marquées dans les résultats selon que des transferts complets et opportuns ont été effectués. Lorsque les ménages qui ont reçu de faibles niveaux de transferts ont été mesurés, ils ne voyaient aucune augmentation nette des exploitations d'élevage; tandis que les ménages recevant des transferts récents et réguliers ont eu une augmentation de 2,6 UBT.
- d) **L'insuffisance des liens aux aspects productifs.** Si certains efforts de protection sociale sont porteurs de croissance et d'autres ne le sont pas, une grande partie de la réponse réside dans la conception du programme, et plus précisément, si le mécanisme de protection sociale renforce un résultat productif. Par exemple, l'aide alimentaire est distribuée depuis des générations dans les milieux à faible revenu. Ces transferts peuvent être liés à une exigence de travail qui crée des collectivités plus productives grâce à des projets d'infrastructure locaux. De même, les prestations de chômage peuvent être liées à des exigences de formation et de recherche d'emploi. Une étude qui s'est penchée sur les liens entre la protection sociale et la croissance économique dans les pays de l'OCDE a tenté de faire la distinction entre les dépenses actives de protection sociale (chercher à accroître l'emploi par les bénéficiaires) et les dépenses passives (simples transferts de consommation<sup>29</sup>). L'étude a conclu que l'accroissement des dépenses actives de 0,63% à 0,73% du PIB augmenterait le PIB à long terme de près de 1%. Une augmentation des dépenses sociales passives de 20,7 à 20,8% diminuerait le PIB de .02. points de pourcentage.

## **C. Le potentiel de la protection sociale porteuse de croissance économique au Sénégal**

**9. Sénégal fait face à des chocs internes et externes qui font de la protection sociale un élément important de tout scénario de croissance économique future.** Les chocs internes et externes successifs - mis en évidence par les crises alimentaire, énergétique et financière de 2008-2009 - ont ralenti la croissance économique après une période de croissance relativement rapide. L'expérience a aussi montré une gamme relativement limitée d'options politiques et programmes qui aident les pauvres chroniques et transitoires à faire face à l'effet de ces chocs. En tant qu'économie ouverte, avec une part importante de sa population dépendant de l'agriculture pluviale et exposée à des risques importants pour la santé comme le paludisme, ou les risques naturels comme les inondations et les sécheresses, ainsi que les aléas de l'économie informelle, des mesures de protection sociale devront être créées, réadaptées et augmentées pour répondre aux besoins pressants de l'avenir.

**10. Les dépenses de protection sociale et les filets sociaux ont été toujours assez faibles.** En 2003, le total des dépenses publiques liées au filet de sécurité et à l'assurance sociale au Sénégal a été estimé à 1,16 pour cent du PIB contre une moyenne de 1,44 pour l'Afrique sub-saharienne (2,9 pour cent du PIB en Amérique latine et Caraïbes, 2,4 pour cent en Asie de l'Est et le Pacifique, par comparaison). Les programmes ont été généralement reconnus comme étant de portée limitée, souffrant d'une multiplicité d'institutions avec des problèmes de manque de cohérence, la dispersion des efforts et les doublons<sup>30</sup>. Les transferts visés par l'aide sociale ont été souvent inconditionnels et le ciblage était basé sur des groupes mal définis ('groupes vulnérables'). Certains programmes ont été jugés géographiquement bien ciblés et efficaces pour produire des avantages économiques par la création d'infrastructures dans les communautés pauvres et l'amélioration de l'accès au microcrédit et aux activités génératrices de revenus.

**11. L'absence de programmes de protection sociale existants qui permettent l'extension en réponse à la crise a fait que des réponses immédiates aux ralentissements économiques ont produit une ponction considérable sur les ressources publiques avec des interventions d'urgence qui peuvent ne pas être favorables à la croissance économique.** Il y a eu plusieurs exemples récents qui sont instructifs. Au début des années 2000, la sécheresse a eu un impact négatif sur la production agricole. L'une des principales réponses a été la décision du gouvernement d'effacer toutes les dettes contractées par les agriculteurs. Cela a été appliqué de façon inégale et ne dépend pas des effets localisés de la sécheresse. Il a eu un impact à plus long terme de porter atteinte au crédit rural, avec des taux de remboursement en baisse. Plus récemment, la réponse aux crises alimentaire, énergétique et financière a été de mettre en place des subventions qui coûtent plus de 3 pour cent du PIB. Parce que les mécanismes n'existaient pas pour atteindre efficacement les personnes pauvres dans le court terme, des subventions importantes sur les produits de base et l'énergie ont eu pour effet d'aider tout le monde tout en sapant la motivation potentielle pour l'approvisionnement que la hausse des prix des aliments peut envoyer aux producteurs ruraux et compromettant la viabilité financière des services publics. En outre,

les dérapages financiers en 2008, liés en partie à la fiscalisation des crises des prix sur les denrées alimentaires et du carburant, ont conduit à l'accumulation des factures impayées par le gouvernement aux fournisseurs nationaux, équivalant à environ 3,75% du PIB, freinant davantage la croissance privée, notamment dans le secteur de la construction et des travaux publics<sup>31</sup>.

**12. Le défi pour le Sénégal sera de concevoir et de mettre en œuvre des interventions de protection sociale favorisant la croissance économique.** Compte tenu des preuves empiriques sur la façon dont la protection sociale peut contribuer à la croissance économique, les éléments suivants peuvent fournir une plus grande contribution à la croissance économique à partir des politiques et programmes de protection sociale au Sénégal:

- a) Utiliser les interventions de protection sociale pour promouvoir le développement du capital humain.** Lier les transferts monétaires ou la distribution alimentaire à l'utilisation des services de santé et les effectifs scolaires peut promouvoir la croissance économique à long terme et aider le Sénégal à atteindre les OMD dans ces secteurs.
- b) Créer les infrastructures de base et accroître la productivité agricole pour les communautés pauvres à travers les travaux publics.** Les zones rurales souffrent encore d'une combinaison de la dépendance sur l'agriculture à faible productivité, une vulnérabilité accrue au cours de la période de soudure, et une pénurie d'infrastructures de base dans les régions et les départements les plus pauvres. Des opérations de filets sociaux bien conçues, jumelées avec d'autres ensembles de services, peuvent impliquer les autorités et les communautés rurales à créer les conditions nécessaires pour protéger les populations rurales de la misère tout en construisant les biens ménagers et communautaires nécessaires à la croissance économique.
- c) Interventions sur le marché du travail qui créent 'l'employabilité' et augmentent les taux d'insertion sur le marché.** Plutôt que par le biais des crédits subventionnés à des 'entrepreneurs', ce qui peut nuire à la viabilité à long terme du secteur financier, les programmes actifs du marché du travail peuvent augmenter le niveau de compétence et l'expérience professionnelle des chômeurs et des jeunes en particulier, en élargissant leur accès au marché du travail.
- d) L'assurance sociale, y compris l'expansion des systèmes de pension et d'assurance, peut aider à créer les marchés internes de capitaux du Sénégal tout en assurant l'atténuation des risques pour les ménages.** La réforme de la sécurité sociale formelle, y compris une couverture plus étendue, a un rôle à jouer pour soutenir le développement économique et l'équité sociale. Les systèmes de cotisation durables peuvent aussi soulager certaines des pressions budgétaires qui viennent en

appui lors des ralentissements économiques. Ces systèmes peuvent être étendus au secteur informel, par exemple par le biais de micro-assurance jumelée avec la micro-finance et par les mutuelles de santé.

**13. La protection sociale et les politiques et interventions du travail peuvent aider à réduire efficacement la pauvreté au Sénégal chez les ménages et les communautés, en particulier lorsque les objectifs sont poursuivis simultanément pour capter les synergies de promotion de la croissance économique.** La réalisation de ces objectifs favorise également l'équité et la cohésion sociale. Bien que le Sénégal continue de jouir d'un climat politique globalement stable, une incapacité à réagir aux chocs crée un climat politique de turbulence qui peut nuire à la stabilité politique à long terme sur laquelle dépendent les perspectives de croissance à long terme du Sénégal.

---

<sup>1</sup> Mankiw, G., D. Romer, et D. Weil. "Une contribution aux études empiriques de la croissance économique" *La Revue trimestrielle de la science économique*, Vol. 107, No. 2. (Mai 1992), pp. 407-437.

<sup>2</sup> Fogel, Robert W, 1994. "La croissance économique, la théorie de la population et la physiologie: Le rapport des processus à long terme sur la construction de la politique économique", *Revue économique américaine*, vol. 84(3), pages 369-95, Juin Wheeler, D. (1980) "Réalisation des besoins essentiels et croissance économique: Un modèle simultané", *Journal de l'économie du développement* 7, 435-451. Selon les estimations, le revenu réel par habitant d'un pays avec une espérance de vie de 5 ans de plus que son homologue moins sain (les deux pays sont par ailleurs identiques) augmentera de 0,3 à 0,5% par an plus vite. Bloom D., Canning D. *La santé et la richesse des nations*. 2000

<sup>3</sup> Schüring E., M. Rompel, et M. Stanfield, *Expériences avec les transferts monétaires sociaux comme un outil pour atténuer l'impact du SIDA dans les familles rurales en Zambie* MCDSS/GTZ, Lusaka, Zambie.

<sup>4</sup> Ozler, B. "Un programme de transferts monétaires réduit les infections VIH chez les adolescentes" Banque mondiale, 2010.

<sup>5</sup> Betcherman, B., K. Olivas, et A. Dar. "Impacts des programmes actifs de marché du travail: De nouvelles données tirées des évaluations avec une attention particulière aux pays en développement et en transition", Document de discussion sur la protection sociale No 0402, Janvier 2004, Banque mondiale, Washington, DC.

<sup>6</sup> Organisation internationale du travail. "La protection sociale en tant que facteur productif", OIT Genève, Novembre 2005.

<sup>7</sup> Beegle, K., R. Dehejia, R. Gatti, S. Krutikova. "Les conséquences du travail des enfants: Témoignage des données longitudinales en Tanzanie rurale". Document de travail sur la recherche stratégique de la Banque mondiale 4677, Juillet 2008

<sup>8</sup> Comme indiqué dans Grosh, M., C. del Ninno, E. Tesliuc, et A. Ouerghi. *Pour la Promotion et la Protection*, Banque mondiale, 2008, pp. 320.

<sup>9</sup> Comme indiqué dans H. Alderman et J. Hoddinott, "Filets sociaux porteurs de croissance" Pleins feux 2020 sur les pauvres et les affamés du monde. Banque mondiale 2008.

<sup>10</sup> Comme indiqué dans H. Zaman et S. Timari "Les filets sociaux peuvent-ils contribuer à la croissance économique?" rapport préliminaire de la Banque mondiale, Décembre 2010.

<sup>11</sup> R. Levine et S. Zevros, "Marchés financiers, Banques et Croissance économique" Document de travail sur la recherche stratégique, Banque mondiale No. 1690, Banque mondiale, Décembre 1996.

- 
- <sup>12</sup> Yartey, C. et C. Adjasi. "Développement des marchés boursiers en Afrique sub-saharienne: Questions critiques et défis", Document de travail du FMI, Aout 2007.
- <sup>13</sup> Perspectives économiques mondiales 2008, "Stress financier, ralentissements et recouvrements", Fonds monétaire international.
- <sup>14</sup> OCDE, "Protection sociale, réduction de la pauvreté et croissance pro-pauvre" OCDE DAC 2009.
- <sup>15</sup> Banque mondiale. "Rapport mondial sur le développement: Infrastructure pour le développement", Washington, DC, 1994.
- <sup>16</sup> Hulten, C., 1996. "Le capital infrastructurel et la croissance économique: La façon dont vous l'utilisez peut être plus importante que combien vous avez." Document de travail NBER 5847, Décembre
- <sup>17</sup> Banque mondiale. "Projet de développement social du Sénégal: Rapport de fin d'exécution et résultats, Janvier 2007, Rapport No. ICR000106.
- <sup>18</sup> Sumarto, M. "Filets sociaux et transition économique en Indonésie: Paradoxe des services sociaux", JOAAG, Vol. 2. No. 1, 2007.
- <sup>19</sup> Gilligan, D., Hoddinott, J., Kumar, N. et A. Taffesse. "Une évaluation de l'impact du Programme de filets sociaux productifs, Ethiopie", Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, 16 Mars 2009.
- <sup>20</sup> Bruno, M. M. Ravallion, et L. Squire. "Équité et croissance dans les pays en développement" Document de recherché de la Banque mondiale no 1563, Banque mondiale, Janvier 1996.
- <sup>21</sup> Site Web de la Global Action on Aging.
- <sup>22</sup> Zaman, H. et S. Tiwari. "Les filets sociaux peuvent-ils contribuer à la croissance économique?", rapport préliminaire de la Banque mondiale, 2010.
- <sup>23</sup> Ward, P., A. Hurrell, A. Visram, N. Riemenschneider, L. Pellerano, C. O'Brien, I. MacAuslan et J. Willis. "Programme de transferts monétaires pour les orphelins et les enfants vulnérables (ct-ovc), Kenya: Operational and impact evaluation, 2007–2009", Oxford Policy Management, 2010.
- <sup>24</sup> F.V. Soares, Ribas, R.P. "Evaluer l'impact de Bolsa Familia du Brésil: Programmes de transfert monétaire dans une perspective comparative", Centre international de politiques pour la croissance inclusive, 2006.
- <sup>25</sup> Barrett, C., M. Carter and M. Ikegami, "Les pièges de la pauvreté et la protection sociale", Document de travail No. 0804, Banque mondiale, Février 2008.
- <sup>26</sup> Dercon, S. "Concevoir l'assurance pour les pauvres" Pleins feux 2020 sur les pauvres et les affamés du monde, Banque mondiale 2008.
- <sup>27</sup> Comme indiqué dans Alderman et Hoddinott 2008.
- <sup>28</sup> Arjona et. al OCDE 2001.
- <sup>29</sup> Arjona et. al OCDE 2001.
- <sup>30</sup> Besley, T. R. Burgess, et I. Rasul. "Analyse comparative de la fourniture des filets sociaux par le gouvernement," Documents de travail sur la protection sociale 27870, Banque mondiale, 2003.
- <sup>31</sup> Banque mondiale. "Crédit IV d'appui à la réduction de la pauvreté – Document de programme" Rapport SN-52748, 30 Avril 2010.